

## L'application du budget-programme en Algérie Implementation of the programme budget in Algeria

Benkouider hayet<sup>1\*</sup>

<sup>1</sup>université d'Alger3, Algérie, benkouider.hayet@gmail.com

**Reçu le:** 09/01/2023

**Accepté le:** 08/10/2023

**Publié le:** 30/10/2023

**Résumé:** Dans cette étude, nous avons abordé le sujet de budget programme et de la performance puisque l'Algérie entend la mettre en œuvre à partir de 2023. L'objectif de l'étude était d'aborder le contexte général de la loi organique 18-15 sur les lois financières ainsi que la réforme budgétaire en Algérie. Afin d'aborder le sujet, nous avons utilisé l'approche descriptive pour identifier le concept de programmes budgétaires et les piliers les plus importants de ce type de budget. L'une de nos constatations les plus importantes est que l'objectif de cette réforme est d'opérationnaliser la gestion axée sur les résultats en adoptant la budgétisation des programmes et la planification à moyen terme et en se concentrant sur les indicateurs de performance pour mesurer les résultats. En outre, la législation qui encadre la budgétisation et la performance des programmes s'est concentrée sur les programmes, les activités et les responsables des programmes et n'a pas mis l'accent sur l'aspect procédural, en particulier en ce qui concerne les comptables publics.

**Mots clés:** budget, budget des programmes, loi organique 18-15 , modernisation , budgétaire; la performance

**JEL Classification Codes:** H72 ; H61

**Abstract:** In this study, we discussed programme budgeting and performance since Algeria intends to implement it from 2023. The objective of the study was to address the general context of the Organic Law 18-15 on Financial Laws and the budgetary reform in Algeria. To address this, we used the descriptive approach to identify the concept of budget programs and the most important pillars of this type of budget. most important findings is that the objective of this reform is to operationalize results by adopting program budgeting and medium-term planning and focusing on performance indicators for measure results. In addition, the legislation that governs the budgeting and performance of programs has focused on programs, activities and has not focused on the procedural aspect, with respect to public accountants.

**Keywords:** budget.; program budget; the organic law 18-15; Algeria's budgetary reform; performance

**JEL Classification Codes :** H72 ; H61

---

\* :Benkouider hayet e-mail : [benkouider.hayet@gmail.com](mailto:benkouider.hayet@gmail.com)

## 1. Introduction:

Le budget général de l'État est un programme financier qui reflète le plan financier de l'État. Il s'agit d'une estimation détaillée des recettes publiques que l'État est censé percevoir et des dépenses qui doivent être dépensées. Il est considéré comme le travail économique le plus important, car il représente la stratégie de base de l'État et la vision de l'activité économique et financière, il affecte la politique économique dans son ensemble. Il est également considéré comme un instrument politique privilégié tant par des moyens ad hoc que par la réalisation d'objectifs ayant un impact social.

Compte tenu de l'importance du budget général de l'État, de nombreux pays développés ont entrepris dans les années 70 de nombreuses réformes de leurs mécanismes politiques pour le budget public. Ces réformes comprenaient l'utilisation de méthodes de gestion du secteur privé dans le secteur public, ou nouvelle gestion publique, afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité du secteur public en liant le financement des institutions du secteur public à leurs résultats, ainsi que des changements institutionnels et réglementaires visant à accroître la responsabilisation du public à l'égard du rendement. Budgétisation et performance du programme en fonction du résultat final, de la stratégie (différentes façons d'atteindre le résultat final) et de l'activité (ce qui est réellement fait pour atteindre le résultat final) En d'autres termes, l'équilibre entre le logiciel et le rendement est une forme d'équilibre entre la dépendance entre les fonds réservés et les résultats mesurables.

L'Algérie, comme le reste du monde, n'est pas restée à l'abri du changement et a répondu aux exigences d'une gestion efficace des fonds publics, notamment avec les recommandations imposées par les institutions financières internationales par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ainsi que l'augmentation continue des dépenses publiques et le manque de contrôle sur les revenus dû à l'instabilité des prix du pétrole. Depuis la fin des années 1990, il a entrepris de nombreuses réformes pour suivre le rythme des changements globaux dans la gestion des finances publiques jusqu'à l'adoption de la loi organique 18-15 sur les lois de finances, qui est l'aboutissement du processus de réforme, Par cette loi, l'Algérie cherche à atteindre un cadre budgétaire qui permette la réalisation des objectifs dominants, l'amélioration des performances et la conformité aux pratiques internationales de gestion des finances publiques. et l'un des domaines les plus importants de la réforme budgétaire en Algérie est l'abandon du solde des postes et le recours à l'équilibre des programmes et des performances en vue d'atteindre l'efficacité des dépenses publiques et la gouvernance des finances publiques, qui sera introduit à partir de 2023.

Donc, à travers ce document, nous allons essayer de répondre à cette problématique :

### **Comment réaliser la réforme budgétaire en passant de budget classique à un budget de programmes dans le cadre de la loi organique 18-15 sur les lois de finances?**

Afin de répondre à cette problématique on a élaboré un plan de travail qui comporte ces axes essentielles.

**Importance de l'étude :** l'importance de la loi organique sur les lois de finances 18-15 en tant que cadre réglementaire et législatif pour la réforme budgétaire, la modernisation du système budgétaire et l'entrée de l'Algérie dans les États qui se sont appuyés sur la budgétisation des programmes et des performances comme l'un des mécanismes de

modernisation de l'administration publique. Cette étude illustre les mécanismes qui permettent de passer de la budgétisation des postes à la budgétisation des programmes et des performances de la loi financière 2023

**Objectifs de l'étude :** Cette étude vise un certain nombre d'objectifs, dont les plus importants sont:

-- Examiner le cadre conceptuel de budget des programmes et des performances en tant que système alternatif efficace pour les autres systèmes utilisés pour préparer les budgets.

- Étudier les domaines de réforme budgétaire conformément à la loi organique 18-15.

-- Démontrer l'importance de budget des programmes et le rendement en tant que système efficace de gestion des fonds publics qui assure l'efficacité des fonds publics en mettant l'accent sur le rendement

**Méthodologie de l'étude :** pour aborder le sujet de l'étude, une approche descriptive a été utilisée pour identifier le cadre théorique des programmes de budgétisation et des performances. Nous avons également utilisé le programme analytique pour analyser l'évolution du droit organique et le contexte général de la réforme budgétaire, ainsi que pour étudier les exigences et la façon d'appliquer la budgétisation et la performance des programmes en Algérie.

## **2. Budget de programmes Une tendance récente de la gestion des finances publiques**

Les pays du monde ont eu tendance à réformer et à modifier le fonctionnement du secteur public, constatant que le problème du secteur public est un problème de performance et non un problème de pénurie de ressources. Pour réaliser ces réformes, les États ont adopté une approche de gouvernance dans la gestion des fonds publics afin d'assurer la transparence et l'efficacité des finances publiques. L'un des outils les plus importants utilisés pour atteindre cet objectif est le budget de programmes et de performance.

### **2.1 Budget de programme et de performance**

Le budget concerne les fonds publics et La politique budgétaire est une politique fiscale qui est réalisée par l'adaptation du gouvernement de la relation entre les deux aspects des recettes et des dépenses dans le but d'atteindre certains objectifs. Ainsi, cette relation se manifeste par le soi-disant budget, qui est un plan futur qui comprend les dépenses publiques, les recettes publiques et les sources de financement, En règle générale, la définition du budget dépend de l'objectif du budget, de sorte qu'il peut être considéré comme un plan financier futur sous la forme d'une estimation des dépenses publiques de l'État et des recettes générales pour un exercice financier futur, souvent une année. La budgétisation des postes est la tendance traditionnelle du budget général, qui est la direction de la surveillance et vise exclusivement à établir un système cohérent de contrôle des dépenses selon des objectifs spécifiques sans dépasser ou dévier. Cette tendance est bien préoccupée par les restrictions utilisées pour contrôler la santé du décaissement des fonds publics dans les limites des règlements(2018، الفسفوس و جبر، ) .

#### **• Définition du budget de programme et de performance :**

Le budget classique a entraîné un certain nombre de problèmes, y compris l'accent mis sur l'aspect de la surveillance, l'attention portée aux intrants sans extrants et la limitation de la créativité des gestionnaires. Selon la définition de l'International Directory of Public Financial Management, la budgétisation de performance des programmes sont les formes les plus répandues d'équilibrage des performances. (بن وارث و عكة، 2020) Le budget de

programmes a également été considérée comme un calcul budgétaire récent qui accorde de l'importance et de l'importance aux programmes et actions du gouvernement et non aux biens et services qu'il achète, En d'autres termes, il se concentre sur le même but et non sur les moyens d'atteindre le but. En outre, la Commission de développement économique des États-Unis l'a définie comme la somme des méthodes utilisées par les gestionnaires de programmes et leur permet de se concentrer sur les objectifs qui relèvent réellement de leurs responsabilités, on peut dire que Le budget de programmes est un outil de suivi qui permet de suivre la réalisation des objectifs que les ministères aspirent à atteindre grâce aux programmes et aux activités mis en œuvre conformément au plan d'avance et de soumettre des rapports finaux aux fonctionnaires responsables pour le niveau atteint et évaluer le rendement réel des unités gouvernementales.

- **Les principaux piliers du budget de programmes :**

Pour être en mesure d'appliquer efficacement le budget des programmes afin d'atteindre les objectifs souhaités, il doit y avoir plusieurs piliers pour résumer les points suivants(كراز، 2015، صفحة 156) :

- La nécessité d'une structure de qualité des unités administratives ainsi que d'un système juridique intégré.
- Un niveau élevé de connaissances techniques doit être disponible pour préparer les logiciels du budget des programmes en mettant l'accent sur la présence d'experts pour les appliquer correctement.
- Système comptable avancé et gestion financière moderne, ainsi qu'un système de vérification efficace.
- Systèmes informatiques et logiciels spécialisés, en particulier pour mesurer les résultats et les performances.

- **Les caractéristiques du budget des programmes :**

le budget des programmes est caractérisé par un certain nombre d'avantages qui le rendent plus efficace dans la réalisation des objectifs économiques de l'État (Stan & manole, 2018, p. 498).

- la Planification : Les objectifs à atteindre au cours de l'exercice, qu'ils soient liés à la prestation de services ou de projets, sont définis dans le cadre des objectifs généraux de l'État. En outre, le processus de planification coordonne les opérations de tous les services de l'institution administrative, qui s'entendent tous sur la mise en œuvre de programmes conçus pour atteindre les objectifs.
- Estimation des coûts d'achèvement : Cette étape consiste à étudier comment améliorer le niveau de service et réduire le coût de son exécution, qui peut atteindre les coûts estimés de chacune des opérations effectuées par l'institution administrative. Cela signifie que c'est par cette étape que le coût de tous les programmes à achever au cours de l'exercice est déterminé et que le coût est lié aux différents processus qui composent le programme(النجار، 2005، صفحة 89).
- La vérification : Cette étape est une synthèse des deux étapes précédentes au cours desquelles les résultats sont présentés aux instances de préparation du budget afin de vérifier la conformité des objectifs fixés pour les objectifs généraux de l'État, ainsi que d'examiner les coûts alloués à chaque programme et de s'assurer que les crédits financiers nécessaires à son exécution sont dans les limites des recettes financières disponibles au cours de l'exercice budgétaire.
- La mise en œuvre : Après s'être appuyé sur les étapes précédentes, le budget devient un programme pratique avec des objectifs spécifiques qu'il cherche à atteindre en

déterminant la responsabilité de toutes les unités de l'activité et les coûts correspondants

- Le contrôle : La fonction de contrôle des diverses activités des unités gouvernementales est l'une des plus importantes. Il est fondé sur la vérification que ces unités administratives fonctionnent comme prévu. la budgétisation des programmes constituent un modèle de surveillance efficace et son processus de surveillance repose sur la mesure du rendement réel et la comparaison avec les critères prévus pour déterminer, et corriger les écarts ; Le budget des programmes peut être considéré comme un outil de contrôle en l'utilisant comme On peut dire que l'application de la budgétisation des programmes n'est pas différente des étapes d'application de tout type de budgets, Mais dans l'application effective de la budgétisation des programmes (Allen, 2002, p. 25), nous constatons qu'ils sont intéressés à identifier les programmes et à les diviser en sous-programmes qui comprennent un éventail d'activités et de sous-activités principales base pour comparer les activités réelles et évaluer leur performance.

## 2.2 La mise en œuvre du budget des programmes :

La mise en œuvre du budget du programme nécessite un ensemble d'étapes comme suit (الفهد, نوفل, & العشموي, 2017, p. 442) :

- Les unités de gestion identifient les programmes qui atteignent leurs objectifs stratégiques
  - identifier le nom et le but du programme;
  - Estimation des résultats souhaités (produits attendus)
  - Identification des activités pour la mise en œuvre du programme (exigences de mise en œuvre)
  - Déterminer le temps total requis pour mettre en œuvre le programme en fixant la date de début et la date d'achèvement du programme et pour chacune de ses activités
  - Identification des responsables de la mise en œuvre des activités (internes et externes)
  - - Identification des ressources financières et humaines pour la mise en œuvre du programme
  - Répartition des coûts selon le calendrier des activités
  - Préparation de la liste des flux de trésorerie du programme
  - Détermination des critères de mesure du rendement (normes de rendement financières, techniques et temporelles)
- Détermination par les unités administratives de ce qui doit être mis en œuvre par le programme au cours de la première année d'exécution du budget du programme, des performances et des allocations financières pour la mise en œuvre (approbation du programme)
- Préparation par les unités administratives de leurs budgets annuels conformément au programme et à la méthode de budgétisation de la performance
- Adoption et approbation du budget général
- Unités de gestion dans la mise en œuvre des programmes approuvés
- Suivi de la mise en œuvre et évaluation du volume et de la qualité de la prestation.
- Présentation de rapports périodiques et de recommandations

L'application de la budgétisation des programmes a connu de nombreux obstacles ou difficultés que nous essayons de citer :

- La difficulté de fixer des objectifs précis pour tous les organismes gouvernementaux.
- Coûts élevés de l'application du système d'équilibrage logiciel et de la performance.
- Chevauchement des programmes et des activités entre un grand nombre d'unités.
- Manque ou absence de mesures du rendement physique pour de nombreux secteurs, comme la sécurité, la justice et la défense

### **3. Le budget des programmes en Algérie**

#### **3.1. La modernisation budgétaire**

Afin d'assurer une gestion efficace des fonds publics conformément aux exigences de gouvernance, l'Algérie a adopté des méthodes d'administration modernes et applicables au niveau international. Les dispositions de la nouvelle loi organique prévoient des changements radicaux dans les mécanismes de conduite des administrations publiques en passant des soldes comptables qui sont considérés comme un outil de contrôle des échanges uniquement et qui dépendent d'une culture de gestion fondée sur des moyens et des procédures. Il s'agit d'équilibrer les programmes et les performances qui sont considérés comme une catégorie de budget moderne et qui donnent de l'importance à l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques et de la performance des programmes et des entreprises de l'État

- les insuffisances de loi 84-17 relative des lois de finances :

La loi 84-17 sur les lois de finances a démontré ses limites dans la conduite des finances publiques conformément aux développements financiers et économiques internationaux et nationaux. Le cadre budgétaire de la loi 84-17 a enregistré un certain nombre de lacunes, résumées ci-dessous :

- La loi n° 84-17 sur les lois de finances est incompatible avec les réformes politiques et les principes juridiques fondamentaux, conformément à l'article 141 de la Constitution de 2016, qui exige que les lois de finances soient régies par une loi organique.
- Le défaut d'intégrer les budgets de gestion et d'équipement ou ce qu'on appelle le dédoublement des budgets, car ce dédoublement a entraîné une mauvaise affectation des dépenses aux dépenses de gestion structurées par les services ministériels, alors que les dépenses de traitement sont structurées par secteur.
- Manque de gestion basée sur les résultats et les objectifs : les dépenses sont gérées selon cette loi selon les moyens que les crédits financiers sont octroyés afin de couvrir les besoins financiers et non sur la base des résultats visés. Cela reflète l'imprécision et l'inefficacité des dépenses publiques.
- Absence d'un cadre de dépenses pluriannuel : Le principe annuel est jugé inapproprié pour les dépenses de projet à moyen et à long terme, c.-à-d. absence de planification pluriannuelle
- Mauvaise transparence dans la soumission des documents budgétaires : les documents budgétaires fournis, en particulier au Parlement, ne fournissent pas toutes les informations et ne peuvent donc pas obtenir une lecture claire de la situation financière.
- Inefficacité du système d'information : Cette faiblesse est due à l'utilisation limitée de médias automatisés de pointe et au manque d'intégration de l'information dans un

réseau central unique, ce qui empêche de produire des estimations économiques exactes des dépenses et des recettes.

La loi 84-17 ne tient pas les fonctionnaires responsables, ce qui a une incidence sur l'efficacité du rendement et l'application des principes de gouvernance

- Promulgation de la loi organique 18-15 sur les lois de finances :
  - **Préparation** : La Loi organique 18-15 sur les Lois de Finances du 02 septembre 2018 est le résultat de 12 années de réformes par le Gouvernement, initiées en 2006 conjointement avec le début du projet de modernisation budgétaire en 2005 par la conclusion du Ministère des Finances (Représentée à la Direction générale du budget) tenue avec le bureau de conseil canadien SOGEMA CRC pour élaborer un scénario de réforme des finances publiques dans le cadre du prêt de la Banque mondiale (Crédit n : 7047-AL contrat a abouti à une série de rapports qui a permis la rédaction des axes les plus importants de la loi et axée sur deux axes (حاج جاب الله، 2021، صفحة 120):
    - 1- Pilier budgétaire : ce pilier vise à développer un nouveau système de gestion des dépenses couvrant à la fois la préparation du budget, la comptabilité et le contrôle des dépenses publiques et a été formulé en quatre composantes :
      - Préparer le budget selon un système pluriannuel.
      - Meilleure présentation du budget général de l'État
      - Développement de la fonction consultative du ministère des Finances
      - Restructuration des procédures d'exécution des dépenses publiques
    - 2- Pilier de Systèmes d'information et plateforme de médias automatisés et ce pilier vise :
      - Préparation et élaboration d'un système intégré de gestion budgétaire
      - Améliorer les structures technologiques par l'établissement d'une direction centrale pour l'information automatisée.

Le premier pilier budgétaire est le plus important des travaux du ministère des Finances. Le bureau canadien du CRC SOGEMA a été chargé de :

- La préparation du budget conformément auLe système annuel a été lancé de 2004 à 2007 grâce à son expérience au niveau de la Direction générale du budget en coordination avec 5 ministères en vue de préparer le budget 2010 et en raison de plusieurs obstacles, il n'a pas pu le faire.
- Amélioration de la présentation et de la diffusion du budget public, où le système d'information automatisé est connu sous le nom de système intégré de gestion budgétaire du gouvernement
- La restructuration des procédures d'exécution des dépenses publiques en tant que bureau de conseil français GIP-ADETEFI a été chargée d'initier la préparation d'un nouveau système comptable conforme à IPSAS.

L'exécution : Compte tenu des changements radicaux dans la structure du budget général de l'État, l'entrée en vigueur de la loi organique n° 18-15 sur les lois de finances a été reportée à 2023, lorsque le ministère des Finances s'est appuyé sur l'application progressive des dispositions de cette loi. Un bloc fonctionnel et opérationnel a été inclus à chaque

exercice à compter de la date de son émission pour tenir compte des mécanismes budgétaires du programme et de la gestion axée sur les résultats au niveau global en 2023

### 3.2. Les principes du budget des programmes

Le budget des programmes repose sur un ensemble de bases qui lui permettent d'atteindre l'objectif souhaité, qui sont comme se suit :

- **Le Cadre pluriannuel:**

Le cadre de dépenses pluriannuel est un outil efficace pour combler l'écart entre les politiques de développement et le potentiel financier. Cet outil est adopté pour gérer la pression entre les objectifs établis et les contraintes budgétaires. Le développement de ce cadre doit être progressif, en fonction des capacités de l'Etat. La définition commune de ce cadre est tirée du Manuel de gestion des dépenses publiques de la Banque mondiale. « Une enveloppe financière globale prouvée par les intérêts centraux pour estimer les dépenses actuelles et à moyen terme des options stratégiques et fournir un ajustement aux dépenses et ressources disponibles » Le CDMT est un mécanisme de prise de décision qui permet de déterminer les principaux indicateurs cibles des collèges et la planification des politiques sectorielles, tels qu'ils sont définis de la façon suivante: "Un ensemble d'objectifs stratégiques associés aux programmes de dépenses publiques qui définissent la base pour les ministères d'allouer leurs ressources" Selon la législation algérienne, "le cadre budgétaire pluriannuel est la détermination des estimations des recettes et des dépenses, le solde du budget et l'endettement de l'Etat pour l'année à venir et les deux prochaines années.", L'article 5 de la loi organique no 18-15 sur les lois financières stipule que la conception et la préparation du cadre budgétaire pluriannuel sont réglementées par le décret exécutif no 20-335, qui définit la conception et la préparation d'un cadre budgétaire à moyen terme. "Un outil pour améliorer l'équilibre macroéconomique et la discipline budgétaire est une programmation financière triennale progressive des recettes, des dépenses, de l'équilibre budgétaire et de l'endettement de l'État, le cas échéant". Selon le même décret, ce cadre vise à (بوعيشاوي و غزالي، 2021، صفحة 380):

- Amélioration de l'équilibre macroéconomique et de la discipline budgétaire
- Amélioration de l'affectation des ressources potentielles par dépenses prioritaires en fonction des options stratégiques du gouvernement
- Rationalisation des dépenses publiques
- Couverture financière permanente et évaluation des perspectives budgétaires

Tel que défini à l'article 5 de la Loi organique, le Ministre chargé des Finances est responsable de la conception et de la préparation du cadre budgétaire pluriannuel, qui dépend d'un ensemble de critères à mentionner ci-dessous :

- Développement de la collecte avec titre de prélèvement ordinaire
- Le développement de la collection intitulée Collection de collectionneurs liée au prix moyen d'un baril de pétrole
- Cours du dinar algérien
- Stratégies sectorielles clés à valeur ajoutée
- Évolution générale des prix



- Évolution de la production interne brute
- Évolution des dépenses publiques
- Évolution de la situation financière de la trésorerie

- **la gestion par les programmes :**

Il est prévu d'affecter les crédits selon les programmes établis, c.-à-d. que le Parlement vote sur les programmes au lieu des chapitres et des secteurs, c.-à-d. que le programme est l'unité pratique pour l'exécution du budget. Selon la note méthodologique émise par la Direction Générale du Budget du Ministère des Finances concernant la préparation du budget programme pour 2022 à titre expérimental, la gestion du programme est la suivante :

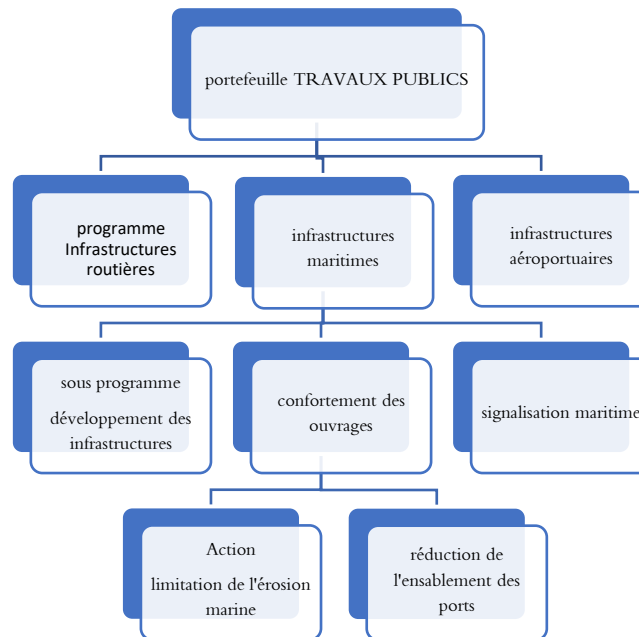
- Portefeuille : Le budget de l'État est réparti selon les départements ministériels et les organes de l'État, c.-à-d. que la répartition est accordée à chaque ministre ou fonctionnaire d'une autorité publique un portefeuille financier.
- - Le Programme : est un ensemble de directives établies par les pouvoirs publics et assurées par l'organe exécutif chargé de son exécution. Selon l'article 23 de la Loi organique 18-15 paragraphe 4, le Programme est la somme des fonds qui contribuent à l'accomplissement d'une mission spéciale d'un ou plusieurs intérêts d'un ou de plusieurs ministères ou institutions publiques, définis conformément à un ensemble d'objectifs clairs et cohérents. En outre, l'article 79 de la même loi stipule que le programme est l'unité d'exécution des crédits financiers, c.-à-d. que le programme est connu sous le nom de crédits financiers qui lui sont accordés et que ces fonds sont versés au bénéfice des gestionnaires de programme responsables. Les caractéristiques du programme sont les suivantes :
  - Établit un nouveau cadre de responsabilité et de mise en œuvre des politiques publiques
  - Il sert de base aux discussions pendant les séminaires budgétaires
  - La norme d'affectation des ressources et un cadre budgétaire formel
  - Est considéré comme l'unité de direction du budget
- Sous-programme : Comme stipulé à l'article 4 du décret exécutif 20-404, le sous-programme est "Les dispositions financières enregistrées sous le titre du programme sont divisées en un ou plusieurs sous-programmes par section. Le sous-programme est une division fonctionnelle du programme." et chaque sous-programme représente un ensemble cohérent d'opérations en vue d'atteindre un objectif spécifique dans le cadre de l'objectif global dans les délais et dans le cadre de l'allocation financière
- Activité : Elle est la base fondamentale de tout processus ou projet et est considérée comme indivisible et reflète le début de la mise en œuvre effective des objectifs spécifiques. Il convient de noter que l'évaluation est généralement effectuée sur les programmes, mais que l'activité est la première à porter sur l'évaluation.
- la structure du budget des programmes :

L'une des dispositions les plus importantes de la loi organique 18-15 sur les lois financières est de consolider la gestion et le traitement des budgets en un seul compte de sorte que les dépenses du budget général de l'État sont regroupés en fonction des tâches et des objectifs à atteindre et en fonction du projet de modernisation budgétaire ,Le budget a été

## L'application du budget-programme en Algérie

structuré conformément à la classification fonctionnelle des administrations publiques proposée par le Fonds monétaire. La structure est la suivante :

**Table N°1. Budget des programmes exemple ministère des travaux publics**



Source : ministère des finances, projet de modernisation des systèmes de budget MSB

Le ministère des Finances a identifié les termes ou caractéristiques les plus importants de la structure du programme de tout ministère ou organisme public :

- Les politiques publiques de l'État doivent être exprimées.
  - Détermine quels gestionnaires sont responsables des programmes.
  - Être inclusif
  - Délai
  - Simple et contient 4 à 8 programmes, y compris le programme d'administration publique.
- mesurer la performance du budget des programmes :
    - Afin de mesurer la portée des résultats ciblés de tout programme utilisant des indicateurs de performance, ils doivent être mesurables selon des règles strictes (méthode de calcul, source de données...) En outre, les indicateurs de performance devraient être :
      - Nombre limité, pratique et précis
      - Convient pour assurer une connexion durable avec la cible
      - Atteignable et fiable
- Le calcul des indicateurs de performance vise à atteindre :
- Mesurer les différences entre les résultats réels et attendus,

- évaluer les résultats obtenus par rapport aux résultats obtenus et aux ressources utilisées;
- Apporter des corrections ou des modifications à l'activité mesurée.

L'indicateur de performance est donc un moyen utilisé par les évaluateurs pour quantifier les résultats et mesurer la qualité des réalisations par rapport aux ressources disponibles. Les indicateurs sont divisés en (أكحل و مختاري، 2021، صفحة 502) :

- Indicateurs d'efficacité : cet indicateur vise à mesurer le taux de réalisation des objectifs fixés.
- Indicateurs d'efficacité : Cet indicateur mesure la relation entre les ressources affectées et les résultats obtenus et permet de savoir dans quelle mesure le cours a maximisé la relation entre les moyens et les résultats.
- Indicateurs d'impact : ces indicateurs visent à produire les effets des résultats sur l'environnement économique et social à court, moyen et long terme

La mise en œuvre du budget des programmes nécessite l'adoption du concept de contrôle des performances, qui est basé sur l'économie de dépenses, les normes d'efficacité et d'efficacité et visent principalement à vérifier la mesure dans laquelle les ressources sont gérées conformément aux objectifs établis et   s'assurer que les exigences en matière de reddition de comptes ont été respectées et, conformément à la loi organique 18-15 sur les lois de finances, la gestion axée sur les résultats exerce un contrôle du rendement au moyen de rapports présentés par le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi de finances. la vérification du rendement et la transition du contrôle de la régularité à un autre type de contrôle du rendement par l'utilisation d'indicateurs de rendement.

- Le contrôle du budget des programmes :

L'objectif principal de l'adoption de la budgétisation des programmes en tant que forme du budget général de l'état est de réduire l'écart entre les dépenses estimées et les dépenses réelles, qui exige une grande précision dans le budget des dépenses et la capacité d'exécuter le budget approuvé par l'Assemblée législative. En d'autres termes, la budgétisation des programmes et des performances est fondée sur le principe du contrôle des performances afin d'accroître l'efficacité des dépenses publiques.

#### **4. Résultats et Discussion :**

La mise en œuvre effective des dispositions de la loi organique 18-15 sur les lois de finances commence à partir de 2023 de toute transition des postes budgétaires aux programmes budgétaires. Selon le ministère des Finances, le budget 2022 a été préparé en tant que budget de programme à des fins pilotes, afin de permettre à tous les acteurs d'accueillir de nouvelles procédures et outils de gestion. Cette transition exige un ensemble d'exigences comme suit :

- Conversion de la tr sorierie en comptabilité d'exercice :

La budgétisation des programmes exigent une comptabilité analytique qui tient compte de tous les coûts lors de l'extraction du coût unitaire. Par conséquent, les rajustements des stocks qui sont des stocks de biens non disponibles et l'identification des revenus et des dépenses fournis et accumulés doivent être effectués en plus de tenir compte de la composante d'amortissement , Le recours à la comptabilité d'exercice ou à la comptabilité analytique dans le secteur public algérien permettra de mieux connaître les coûts du service public et constitue

## L'application du budget-programme en Algérie

---

un outil pertinent pour évaluer la performance des options stratégiques. Il joue également un rôle dans le respect des principes de gouvernance axée sur la performance grâce à la transparence des coûts et à la responsabilisation des financiers publics (daddi-ddoun & oudai, 2013, p. 210).

- Transition de l'administratif au fonctionnel :

Selon la note méthodologique du ministère des Finances sur la préparation du programme et du budget de performance pour 2022, chaque ministre ou fonctionnaire d'un organisme public est responsable de la préparation des priorités, de la planification et de la répartition par section de dépenses, Les objectifs et les résultats attendus, ainsi que leurs fonctions d'évaluation, telles que les dépenses de santé, les dépenses d'éducation, etc., peuvent être calculés en appliquant l'équilibre des programmes et des performances en raison de leur efficacité économique, en plus de lui permettre :

- Montrer les coûts d'exécution de chaque fonction gouvernementale, permettant à l'État de connaître l'importance qu'il attache à chaque secteur
- Analyse de l'évolution des dépenses de chaque secteur entre le temps et entre les régions et les régions, permettant de corriger la disparité et d'atteindre la proportionnalité entre les régions
- Être en mesure de connaître l'efficacité économique de chaque secteur par l'importance de ses dépenses et de ses résultats

- **Identification des responsables du programme et libre décision des responsables :**

Conformément à l'article 23 du décret exécutif 20-404, chaque programme nomme un fonctionnaire par le ministre ou le fonctionnaire de l'autorité publique. Les fonctions de l'agent de programme sont les suivantes :

- Préparer un rapport sur les priorités et la planification et, dans ce rapport, fournir des orientations stratégiques et des objectifs de programme et justifier les affectations financières requises.
- Préparer le document de programmation initial pour les crédits financiers
- Apporter des ajustements possibles à l'affectation des fonds
- Diviser les objectifs de rendement au niveau des activités
- Examiner avec les responsables de l'activité leurs rapports de mise en œuvre
- Participe au rapport ministériel sur la rétroaction sur le programme.

L'application de la loi organique 18-15 sur les lois financières donnera une plus grande liberté de décaissement aux responsables des programmes en assumant une plus grande responsabilité pour atteindre les objectifs fixés et en préparant des rapports sur la conduite des programmes, qui doivent être annexées aux indicateurs de performance en plus de cela. Selon l'article 33 de la loi 18-15, cette liberté se manifeste par le transfert de crédits.

### 5. Conclusion :

L'Algérie, qui dépend presque totalement des taxes sur le pétrole pour ses recettes publiques, est confrontée à d'importants défis en matière de viabilité financière, d'autant plus que les dépenses publiques continuent d'augmenter pour surmonter ce problème. Cela a incité le gouvernement à adopter un système de réforme budgétaire, l'un de ses domaines les plus importants étant la budgétisation des

programmes et des performances qui sont considérés comme des pratiques internationales modernes dans le domaine de l'administration publique. La loi organique 18-15 sur les lois financières a été promulguée en tant que cadre législatif et réglementaire pour ces réformes. Il décide également des mécanismes d'application de la budgétisation des programmes et des performances et des bases sur lesquelles ils sont fondés, et Les principales conclusions de ce document peuvent être résumées comme suit :

- L'Algérie a lancé un projet de réforme budgétaire depuis 2005, mais il a été délimité et adopté par la promulgation de la loi organique 18-15, qui remplacera la loi 84-17 . La réforme vise à opérationnaliser la gestion axée sur les résultats en adoptant la budgétisation des programmes, la performance et la planification à moyen terme et en se concentrant sur les indicateurs de performance pour mesurer les résultats.
- Le logiciel et le système de budget de performance permettent d'établir un budget efficace pour atteindre les objectifs et de contrôler efficacement les dépenses.
- L'Algérie est considérée comme en retard dans l'introduction du Système de budget des Programmes, d'autant plus qu'elle a besoin de l'efficacité de la gestion des fonds publics face à l'instabilité des prix du pétrole.
- L'un des avantages de budget des programmes réside dans le fait qu'ils se concentrent sur les priorités que le gouvernement est disposé à réaliser au moyen de programmes ayant des objectifs clairs.
- Un des inconvénients de la législation qui encadre la budgétisation des programmes est qu'elle s'est concentrée sur les programmes, les activités et les responsables des programmes et ne s'est pas intéressée à l'aspect procédural, en particulier en ce qui concerne les comptables publics.

Les résultats obtenus permettent de faire les suggestions suivantes :

- Accélérer l'application globale et complète du système du budget des programmes.
- Numériser le secteur financier et lui fournir des systèmes d'information, ainsi que mettre en place des mécanismes de coordination entre les différents ministères et organismes publics afin de fournir des données financières et économiques permettant une évaluation efficace.
- Mettre à jour le système de comptabilité du secteur public afin de permettre une estimation précise des coûts de chaque programme.
- Élaborer un système de mesure de la performance pour fournir un ensemble détaillé d'indicateurs afin de faciliter la mise en œuvre du programme et l'équilibre des performances.
- Promulgation de lois réglementaires régissant le rôle des comptables dans la mise en œuvre des budgets de programme et de performance

### 6. Liste Bibliographique :

- Allen, t. L. (2002). accountability and gouvernement financial reporting . *oecd journal on budgeting volume2 supplements 1* , 11-37.
- daddi-ddoun, n., & oudai, m. (2013). réforme budgétaire en Algérie vers une gouvernance axée sur la performance. *réformes économiques et intgration en économie mondiale* , 201-225.
- Stan, a., & manole, t. (2018). program and performance based budgting way to wards consolidating local financial autonomy. *management theory and studies for rural business and infrastructure development* , 490-510.
- مجلة أفاق للعلوم .15-18 مستجدات تنفيذ ولاقابة قانون المالية في ظل القانون العضوي . (2021). مختاري & ,اكل  
491-512.
- مجلة البحوث . تقييم أليات تطبيق موازنة البرامج والأداء في الأردن . (2018). ج. ر. جبر & .س. ف. الفسفوس  
441-471. *الاقتصادية و المالية*
- أهمية التحول من موازنة البنود إلى موازنة البرامج والأداء . (2017). ع. م. العشماوي & .ع. م. نوفل .م. ع. الفهد  
*journal of environmental studies and researchers* , 438-451.
- الجامعة :غزة .العوامل المؤثرة على كفاءة استخدام الموازانات التقديرية كاداة للتخطيط والرقابة . (2005). م. م. النجار  
الإسلامية .
- مجلة العلوم . .ميزانية البرامج أداة لضبط الإنفاق العمومي في الجزائر . (2020). ا. ع. عكة & .ح. بن وارث  
611-630. *الاقتصادية والتسيير و العلوم التجارية*
- تصميم وإعداد الإطار الميزانياتي المتوسط المدى كالية لتحقيق استدامة مالية . (2021). ع. غزالي & .م. بوعيشاوي  
374-389. *المجلة الجزائرية للمالية العامة* .15-18 للدولة في ظل القانون
- مجلة الأستاذ الباحث .15-18 الإطار القانوني لقوانين المالية دراسة تحليلية للقانون العضوي . (2021). أ. حاج جاب الله  
111-129. *للدراسات القانونية والسياسية*
- الجامعة :غزة .في البنك الاسلامي ABB نموذج مقترح لتطبيق نظام الموازنة على أساس الأنشطة . (2015). ع. ي. كراز  
الإسلامية .